

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

|              |  |
|--------------|--|
| Suchabfrage  | <b>23.04.2024</b>  |
| Thema        | <b>Keine Einschränkung</b>   |
| Schlagnworte | <b>Keine Einschränkung</b>   |
| Akteure      | <b>Couchepin, Pascal (fdp/plr) BR EVD / CF DFE, Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz (FDP; -2009)</b> |
| Prozesstypen | <b>Keine Einschränkung</b>   |
| Datum        | <b>01.01.1965 - 01.01.2022</b>   |

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Barras, François  
Dupraz, Laure

## Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Dupraz, Laure 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz (FDP; -2009), 1998 - 2000*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 23.04.2024.

# Inhaltsverzeichnis

|                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>Allgemeine Chronik</b>           | 1 |
| <b>Landesverteidigung</b>           | 1 |
| Militärorganisation                 | 1 |
| <b>Infrastruktur und Lebensraum</b> | 2 |
| Energie                             | 2 |
| Kernenergie                         | 2 |

## Abkürzungsverzeichnis

|              |   |
|--------------|---|
| <b>UVEK</b>  | Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation                  |
| <b>VBS</b>   | Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport                   |
| <b>WWF</b>   | World Wide Fund for Nature  |
| <b>SOG</b>   | Schweizerische Offiziersgesellschaft  |
| <hr/>        |   |
| <b>DETEC</b> | Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication |
| <b>DDPS</b>  | Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports          |
| <b>WWF</b>   | World Wide Fund for Nature  |
| <b>SSO</b>   | Société Suisse des Officiers  |

# Allgemeine Chronik

## Landesverteidigung

### Militärorganisation

BUNDESRATSGESCHÄFT  
DATUM: 21.12.2000  
FRANÇOIS BARRAS

L'année a été marquée par la bataille des chiffres d'«Armée XXI», qui ont donné lieu à nombre de spéculations aussi bien sous la Coupole que dans les débats publics. Principal objet de querelle au sein du Conseil fédéral, la taille – et le **budget relatif** – de la future armée ont été **abondamment discutés**. Le conflit entre les intérêts de l'économie suisse et l'organisation militaire du pays fut largement cristallisée en une opposition personnelle entre Pascal Couchepin et Adolf Ogi, au point que leur controverse a fait l'objet d'une discussion lors d'une séance du Conseil fédéral, afin que les différents entre ses membres ne s'expriment plus sur la place publique. Cette «micro-crise» entre le domaine économique et militaire a rythmé l'élaboration finale de la réforme, entre un ministre de l'Economie qui s'est maintes fois engagé en faveur d'une armée réduite – moins de 120'000 hommes, sans réservistes – et un chef de la Défense partisan d'une armée forte d'au moins 200'000 soldats. Les prises de position de Kaspar Villiger et de diverses associations patronales en faveur d'un amaigrissement des troupes, de leur budget et des contraintes militaires, ont été fréquentes. Dans le camp des défenseurs d'une armée aux larges épaules, la Société suisse des officiers (SSO) s'est prononcé pour un effectif de 180'000 hommes, dont 70'000 réservistes, rejoignant les projections d'Adolf Ogi.

Celui-ci, pressé par ses collègues de donner des informations concrètes afin de couper court aux spéculations de toutes sortes, a **officialisé en juin les grandes lignes d'«Armée XXI»**. Les effectifs en ressortent très amaigris: 119'000 soldats, avec une réserve variable de zéro à 80'000 hommes. Si à première vue ces chiffres abondent dans le sens de Pascal Couchepin et des ténors de l'économie helvétique, le nombre des réservistes constitue une fourchette conséquente. Le budget militaire devrait atteindre un plafond de CHF 4.3 milliards en 2003, date de sa mise en application. Ce chiffre porterait à environ 10% la part des dépenses militaires dans le budget de la Confédération, contre 35% en 1960. Après que le Conseil fédéral a donné son aval à la fin de l'année, les derniers points ont été précisés: l'âge limite du service sera porté à 30 ans, le nombre de jours sous les drapeaux sera de 280 et l'école de recrue durera six mois d'affilée. Elle devra être effectuée entre 18 et 22 ans. Les cours de répétition seront au nombre de six, dureront chacun 19 jours et retrouveront le rythme annuel d'avant 1995. La porte est plus que jamais ouverte à un «service long» d'une seule traite, qui devrait occuper environ 4000 soldats par école de recrue. «Armée XXI» s'articulera sur un système souple de «modules», avec pour noyau six à huit brigades de combat. S'y ajouteront des formations logistiques et de soutien au combat, ainsi que des forces aériennes opérationnelles. Les corps d'armée et les régiments disparaîtront. Les quatre corps d'armée actuels, flanqués de l'état-major général, du commandement des Forces terrestres et de celui des Forces aériennes, laisseront la place à deux entités: l'armée de terre et l'armée de l'air. Le commandement sera assuré par un triumvirat comprenant les chefs des Forces terrestres et aériennes ainsi que le chef de l'état-major général. Fidèles à RAPOLSEC 2000, les objectifs de «Armée XXI» se fixeront sur trois missions de base : défense, soutien à la paix et sauvegarde des conditions d'existence (aide en cas de catastrophes, etc.). Si l'armée demeurera de milice, la part des professionnels devrait s'élever jusqu'à 5000 ou 8000 soldats, contre 3600 actuellement. Le projet sera soumis à la consultation en janvier 2001, afin que le Conseil fédéral livre son projet au parlement en juin suivant. D'ores et déjà, les réactions partisans à ces nouvelles directives ont divisé la sphère politique: trop cher pour le PS, trop long pour le PRD, seuls le PDC et l'UDC abondent du bout des lèvres dans le sens du DDPS. La Société suisse des officiers (SSO) a émis des réserves quant aux références et aux objectifs de l'armée, fixés hâtivement selon elle.<sup>1</sup>

# Infrastruktur und Lebensraum

## Energie

### Kernenergie

VERWALTUNGSAKT  
DATUM: 24.10.1998  
LAURE DUPRAZ

En octobre, le Conseil fédéral a présenté, après une réunion à huit clos, les objectifs énergétiques fédéraux futurs. Dans ce contexte, le **conseiller fédéral Moritz Leuenberger** a soutenu une fermeture des centrales nucléaires suisses dans un délai encore inconnu. La déclaration du conseiller fédéral a eu un retentissement certain auprès des médias qui ont unanimement parlé d'un retrait planifié du nucléaire. Le chef du DETEC a tenu à rectifier la donne, précisant qu'il n'avait jamais parlé de retrait du nucléaire, mais de démantèlement progressif des centrales nucléaires. Au Conseil national cette affaire a fait l'objet de deux interpellations de représentants de l'UDC et du PRD qui n'ont pas hésité à parler de désinformation de la part du gouvernement. Le débat sur le nucléaire fut de la sorte relancé au sein du plénum. D'autre part, lors de cette réunion d'octobre, le gouvernement a décidé que les installations existantes pourraient continuer à fonctionner à pleine puissance. Il a en effet donné son **autorisation au réacteur de Leibstadt (AG) d'augmenter sa capacité de production de 15%**. Sur une même lancée, il a prolongé la concession de la centrale de Mühleberg (BE) jusqu'en 2012. Le Conseil fédéral a aussi déclaré qu'il souhaitait renoncer à l'indemnisation des INA dans le cas des centrales nucléaires. Moritz Leuenberger et Pascal Couchepin se sont engagés à discuter avec les différents acteurs concernés (centrales, cantons, communes et organisations écologistes) afin de rédiger au plus vite la nouvelle loi sur l'énergie atomique. Cette dernière devrait fixer la date de fermeture des réacteurs et soumettre toute nouvelle construction au référendum facultatif. Le représentant des centraliers suisses, Peter Hälen, ne s'est pas déclaré inquiet de l'annonce du gouvernement, car le Conseil fédéral a laissé ouvert le délai d'abandon du nucléaire. Le camp écologiste s'est déclaré insatisfait, déplorant les concessions accordées aux centrales de Leibstadt et de Mühleberg. Le WWF et Greenpeace ont d'ailleurs déclaré qu'ils poursuivraient leurs efforts de récolte de signatures pour les deux initiatives populaires en cours: «Sortir du nucléaire» et «Moratoire plus». Suite à la décision du Conseil fédéral de donner l'autorisation à la centrale de Leibstadt d'augmenter sa puissance, des activistes de Greenpeace ont bloqué, durant une nuit du mois de mars, 32 transports de déchets nucléaires destinés au retraitement. <sup>2</sup>

---

1) LT, 13.5.00.33; LT, 4.5.00.32; Presse du 2.6 et du 21.12.00. LT, 15.4, 4.5 et 13.5.00  
2) AZ, 27.6 et 23.10.98; WoZ, 9.7.98; presse des 23.10 et 24.10.98.